

Strasbourg, le 11 février 2003

<p>RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p>
--

Objet : **Installations classées pour la protection de l'environnement**
Société ATAC à STRASBOURG
Exploitation d'un nouvel entrepôt

P.j. : **Un projet d'arrêté préfectoral**

I. PRESENTATION DU DOSSIER

II. ENQUETE PUBLIQUE

III. AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

IV. AVIS DES SERVICES TECHNIQUES

V. AVIS ET PROPOSITIONS DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

I. PRESENTATION DU DOSSIER

En date du 28 juin 2002, la Société ATAC (siège social : 94, rue Albert Calmette BP 94 78354 JOUY EN JOSAS) a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt et une plate-forme logistique, rue de Biarritz (nouvelle voie de desserte entre la rue du Rheinfeld et la rue de Bayonne) à STRASBOURG.

Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, cette implantation est concernée par les rubriques de la nomenclature suivante :

N° des Rubriques	Désignation des activités	Régime	Quantités	Unités
1510-1	Entrepôt couvert (stockage de matières, produits et substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans un entrepôt de volume supérieur à 5 000 m ³	A	301 277	m ³
2225	Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs, lorsque la quantité de produits stockés dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 500 m ³ , mais inférieure à 50 000 tonnes	A	1 654	m ³
1530-2	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	D	3 700	m ³
1412-2b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes	D	14,5	Tonnes
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	D	450	KW
1432-2b	Stockage de liquides inflammables, capacité équivalente supérieure à 10 m ³ , mais inférieure ou égale à 100 m ³	D		
2920-2b	Installation de réfrigération utilisant des fluides ni inflammables, ni toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure à 500 kW	D	55	KW

Le rayon d'affichage de 2 km concerne la commune de STRASBOURG ; le territoire de l'Allemagne est également touché par le rayon d'affichage, le dossier sera transmis au Regierungspräsidium Freiburg.

II. ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique, d'une durée de un mois, a eu lieu du 16 septembre au 16 octobre 2002.

Aucune remarque n'a été formulée sur le registre d'enquête.

Le Commissaire enquêteur,

"estime, pour les raisons détaillées dans le rapport et notamment :

- sa **cohérence** dans le choix du lieu d'implantation d'une zone dédiée à l'activité projetée d'une part et bénéficiant donc de raccordements routiers évitant l'agglomération d'autre part ;
- sa rationalité économique et environnementale dans le regroupement d'une activité sur un **site unique** supprimant les nombreuses navettes urbaines entre les différents sites actuels ;
- le **strict respect des normes** et réglementations en vigueur faisant appel aux techniques les plus efficaces de prévention des incendies tels que le sprinklage eau et mousse, ainsi que la rétention des effluents éventuels par la voirie étanchée ;
- **l'esprit volontariste de concertation** du pétitionnaire ayant présidé, en amont, à la constitution du dossier et permis de le présenter complet et très exactement conforme à l'article 3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

que ce projet peut être mené à son terme avec avis favorable sans restrictions.

III. AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL DE STRASBOURG

Le projet a été examiné en séance du 21 octobre 2002 du Conseil municipal de STRASBOURG. Celui-ci, après en avoir délibéré "prend acte des dispositions suivantes proposées par le pétitionnaire :

- un système de confinement avec séparateur à hydrocarbures et vanne de coupure sera aménagé afin d'éviter le rejet de produits déversés accidentellement sur le sol ou des eaux d'extinction d'un éventuel incendie directement dans le milieu naturel,
- il n'y aura pas de stockage de carburant liquide ni d'aire de lavage et d'entretien de camions sur le site,
- le transport par voie ferrée sera privilégié (approvisionnement en eaux minérales sur la base de 10 wagons/semaine),

émet un avis favorable à la demande présentée par la Société ATAC en vue de l'exploitation d'un entrepôt de produits "secs", rue du Rheinfeld à STRASBOURG, sous réserve que :

- les postes utilisateurs d'eau susceptibles de présenter un risque de retour d'eau soient équipés de dispositifs de protection adéquats,
- une vanne de sectionnement soit aménagée sur le réseau d'eaux usées, avant rejet dans le réseau public,
- le débourbeur-déshuileur soit muni d'un dispositif d'obturation automatique et soit dépourvu de by-pass,

- 2 piézomètres soient aménagés en amont en aval du site de manière à pouvoir contrôler annuellement la qualité de la nappe,
- la couverture des frais de dépollution éventuels ainsi que la couverture des risques d'atteinte à l'environnement par une pollution qui se manifesterait de façon lente, graduelle, progressive ou chronique, soient garanties par contrat d'assurances,
- toute modification dans la nature des produits stockés soit systématiquement signalée à l'inspection des installations classées et au Service départemental d'incendie et de secours,
- l'entreprise informera systématiquement et immédiatement la ville de STRASBOURG et le Service départemental d'incendie et de secours de tout incident survenant sur le site et des mesures prises pour y remédier et en éviter le renouvellement."

IV. AVIS DES SERVICES TECHNIQUES

Le Service de la Navigation de STRASBOURG a émis l'avis suivant :

"le projet prévoit le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement de la Communauté urbaine de STRASBOURG, le rejet des eaux pluviales dans la darse IV avec un traitement préalable, une capacité de rétention sur site pour les eaux d'extinction d'incendie ou/et les eaux pluviales, une vanne de fermeture permettant d'isoler le réseau pluvial interne au site. Ces dispositions sont satisfaisantes au titre de la police de l'eau.

Touffefois, le dossier n'expose pas précisément le dimensionnement des réseaux d'assainissement internes au site. Il conviendra de compléter ce point.

Par conséquent, j'émetts un avis favorable au dossier, sous réserve que :

- les ouvrages de rétention (réseau + aménagement du surface) soient dimensionnés pour une pluie décennale,
- les teneurs résiduelles des eaux pluviales après traitement soient inférieures à 5 mg/l pour les hydrocarbures et 30 mg/l (pour les MES).

Cet avis a été complété de la manière suivante :

"concernant les réserves émises dans l'avis de **la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt**, je n'ai pas d'observation particulière à ajouter, si ce n'est de préciser que le dispositif de rétention des eaux pluviales doit être dimensionné pour une pluie décennale, et que jusqu'à concurrence d'un événement décennal le débit de rejet ne devra pas dépasser le débit décennal naturel du site avant aménagement."

La Direction départementale de l'équipement a précisé que :

"le projet présenté par la Société ATAC pour l'exploitation d'une installation de stockage, est situé en secteur de zone POR UX6 du Plan d'occupation des sols approuvé le 18 décembre 1992, modifié le 5 juillet 2002.

Le règlement de la zone POR UX6 admet les bâtiments industriels ou artisanaux, ainsi que les logements de fonction et de gardiennage, s'ils sont destinés aux personnes dont la présence sur place est jugée indispensable.

Le projet est donc compatible avec les dispositions actuelles du Plan d'occupation des sols".

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse a fait les remarques suivantes :

- "page 53, rubrique "Raccordement aux réseaux d'assainissement" il est fait allusion à une station de prétraitement des eaux sanitaires. Celle-ci n'est pas décrite dans le dossier et on peut se poser la question de son utilité,
- en ce qui concerne les eaux d'extinction incendie, le confinement prévu, prenant en compte les voiries, l'accès au quai et la canalisation, n'offrent pas une garantie à 100 % contre les pollutions accidentelles. Un bassin de confinement avec évacuation de ces eaux par pompage après analyse serait préférable".

La Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a émis un avis favorable à la double condition suivante :

"il appartient au maître d'ouvrage d'intégrer dans la réalisation de la construction, les observations ci-jointes du 25 juillet 2002 que nos services ont été amenés à lui faire au moment de l'instruction du permis de construire.

En outre, l'absence de justification de la consultation obligatoire du CHSCT prévue par l'alinéa 9 de l'article L 236-2 du Code du travail préalablement à la demande d'autorisation au titre des installations soumises à autorisation nécessite la communication du Procès-Verbal de la réunion de cette instance consultative".

Au sujet de cet avis, il faut préciser que :

- le CHSCT a émis un avis favorable à l'unanimité au projet, lors de la réunion extraordinaire du 10 juin 2002,
- les observations faites par ce service lors de l'instruction du permis de construire portant sur les locaux sociaux, les rayonnages dans les cellules de l'entrepôt, et la prévention des risques de chutes dans le vide des intervenants.

Le Service départemental d'incendie et de secours a émis lors de l'instruction du permis de construire l'avis suivant :

- Respecter les observations contenues dans la notice de sécurité établie conjointement par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et vérifiée par l'organisme agréé "Véritas" du 21 juin 2002 sous réserve des recommandations complémentaires formulées par le Service départemental d'incendie et de secours.
- Veiller à respecter une de ces règles de construction applicables au mur coupe-feu de degré 2 heures servant pour le recoupement du hall en deux zones :
 - prolonger le mur hors toiture sur une hauteur de 1 mètre avec pour résistance au feu un degré pare-flammes 1 heure,
 - la toiture sera pare-flammes 1/2 heure sur une longueur de 4 mètres en projection horizontale de part et d'autre du mur de séparation.
- Isoler les locaux à risques (archives) par des parois et planchers coupe-feu 1 heure, des blocs-portes coupe-feu 1/2 heure, munis de ferme-portes.
- Respecter les dispositions édictées par le Code du travail et en particulier les articles R 232-12 et R 2354s commentés par la circulaire technique DRT n° 95-07 du 14 avril 1995 concernant les mesures de prévention des incendies, l'évacuation et les moyens de lutte contre l'incendie.

- Respecter les dispositions de l'arrêté du 27 juin 1994 concernant l'accessibilité des personnes handicapées (R 235-3-18 du Code du travail).
- Inverser le sens d'ouverture des blocs-portes de la salle de réunion du bureau de quai et de la salle de réunion des bureaux administratifs.
- S'assurer de pouvoir atteindre une issue de secours à moins de 10 mètres pour les locaux donnant sur une circulation dite en cul de sac. Les cheminements et dégagements devront rester libres de tout encombrement (art. 235-4-6).
- S'assurer de pouvoir atteindre une issue de secours à moins de 50 mètres de tout point du bâtiment au rez-de-chaussée et 40 mètres en étage (art. 235-4-6).
- Baliser et signaler les sorties par des inscriptions ou pictogrammes éclairés en toutes circonstances conformément à l'arrêté du 4 novembre 1993 (art. R 232-12-7 du Code du travail).
- Réaliser les installations électriques et techniques conformément aux règles et normes françaises en vigueur.
- Respecter les règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible ainsi que celles relatives aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation d'eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (arrêté du 23 juin 1978 et art. 235-4-9 du Code du travail).
- Respecter les mesures édictées par l'arrêté du 5 août 1992 fixant les dispositions pour la prévention des incendies et désenfumage de certains lieux de travail applicables pour les locaux d'une surface supérieure à 300 m² au rez-de-chaussée et dans les étages (art. 235-4-8).
- Installer et signaler deux commandes de désenfumage par canton et diamétralement opposées à proximité d'une issue et au niveau d'accès des sapeurs-pompiers (art. R 235-4-8).
- Rendre facilement accessible et repérer l'ensemble des organes de mise en sécurité des installations telles que vannes de coupure (électricité, gaz....).
- Doter l'installation de moyens d'extinction, appropriés aux risques avec un minimum de (art. R 232-12-17) :
 - un extincteur de 6 kg d'agent extincteur adapté aux risques pour 200 m² de surface au sol et par niveau,
 - un appareil CO₂ de 2 kg à proximité des tableaux électriques.
- Afficher les consignes de sécurité incendie en précisant notamment (art. R 232-12-20) :
 - les interdictions à respecter,
 - la conduite à tenir en cas de sinistre,
 - le mode et le numéro d'appel des sapeurs-pompiers.
- S'assurer que l'are d'aspiration prévue pour deux engins pompes de grandes puissances soit au plus près du point d'eau et répondre aux conditions de la Circulaire du 10 décembre 1951.
- S'assurer de disposer d'un débit d'eau de 360 m³/h pour la défense d'incendie à moins de 100 mètres du bâtiment.

- S'assurer de disposer d'un débit d'eau total de 720 m³/h à moins de 200 mètres du bâtiment.
- S'assurer de la récupération ou du traitement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie de 1440 m³.
- Installer des robinets d'incendie armés normalisés de diamètre 25 mm, développant 30 mètres de tuyaux semi-rigides sur dévidoir axial orientable, avec une pression de 2,5 bars au minimum à la lance la plus défavorisée.
Ils devront être judicieusement placés de façon à atteindre tout point du bâtiment par deux jets (art. R 232-12-17).
- Aménager des voies engins d'une résistance au sol suffisante pour permettre l'accès au bâtiment à des véhicules d'un poids de 130 kilos-newton.
- S'assurer que les voies engins restent accessibles et carrossables par les engins de secours du type "urbain" en tout temps au droit du passage des voies de chemin de fer.
- Installer un système d'alarme sonore audible de tout point du bâtiment ayant une durée de fonctionnement minimale de 5 minutes (art. R 232-12-18).

Le **Regierungspräsidium Freiburg** a fait remarquer que ce projet n'avait pas de répercussions sur le territoire allemand, en particulier qu'il n'y a pas de rejets d'eaux polluées dans le Rhin.

Avis favorable de la **Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, du Port Autonome de STRASBOURG, de la Direction régionale de l'environnement et du Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile.**

V. AVIS ET PROPOSITIONS DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

La Société ATAC veut regrouper sur un site unique ses activités d'entreposage et de logistique, actuellement effectuées à 4 endroits. Le terrain retenu est situé dans la zone Sud du Port de STRASBOURG. L'entrepôt, d'un volume global de l'ordre de 300 000 m³ sera compartimenté en 6 cellules de superficie unitaire de 5 078 m², séparées par des murs coupe-feu 2 heures équipés de portes coupe-feu 1 heure ; l'une des cellules accueillera une cellule supplémentaire destinée à contenir des aérosols et des liquides inflammables .

L'ensemble des bâtiments (bureaux de quais compris) sera équipé d'un réseau d'extinction automatique type ESFR grosses gouttes ; le local aérosols et liquides inflammables aura un sprinklage renforcé (au plafond, ainsi que sur 2 niveaux intermédiaires, avec diffusion d'une émulsion mousse type AFFF (additif format film flottant) ; la protection incendie sera également assurée par 5 poteaux d'incendie permettant l'usage simultané de 3 bornes incendie, ainsi que par des RIA (6 par cellule) et des extincteurs. Une aire de pompage sera aménagée dans l'angle Nord-Est du terrain, permettant l'installation d'un véhicule de pompage dans la darse IV. La voirie sera utilisée comme rétention des eaux en cas d'incendie, (1 200 m³ disponibles).

Au point des risques présentés, les courbes des flux thermiques en cas d'incendie (5 kW/m² et 3 kW/m²) restent principalement cantonnées sur le site, avec un léger débordement sur la darse (dans le cas d'une simulation maximaliste sur la cellule comprenant les aérosols). Outre la protection incendie renforcée, le local aérosol sera équipé d'une rétention spécifique et d'une ventilation ; le matériel électrique sera antidéflagrant. Le local charge de batteries sera équipé d'un détecteur d'hydrogène..

Le dossier de demande d'autorisation a été déposé le 28 juin 2002, soit antérieurement au nouvel arrêté ministériel du 5 août 2002, paru au Journal officiel du 1^{er} janvier 2003, réglementant les entrepôts couverts soumis à autorisation. Néanmoins, un grand nombre des dispositions figurant dans ce nouveau texte sont respectées (taille des cellules, système d'extinction automatique, rétention des eaux d'incendie,...). Les dispositions du nouvel arrêté ministériel qui s'appliqueront dans un délai de 6 mois ou un an aux entrepôts dont le dossier a été déposé antérieurement à la date de parution du texte ont été incluses dans le projet de prescriptions techniques joint au présent rapport.

Nous proposons au Conseil départemental d'hygiène d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la Société ATAC pour l'exploitation d'une plate-forme d'entreposage et de logistique rue de Biarritz (nouvelle voie de desserte entre la rue du Rheinfeld et la rue de Bayonne) à STRASBOURG.